

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5, avenue de la Palette  
95300 PONTOISE

Pontoise, le 09 février 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24 janvier 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **MULTIMETAL (route de Sognolles)**

20, Route de Sognolles - la Bonneville  
BP 70038  
95540 MERY SUR OISE

Références : UD95/2023/0113  
Code AIOT : 0006505861

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2023 dans l'établissement MULTIMETAL implanté 20, Route de Sognolles – lieu-dit la Bonneville à MERY-SUR-OISE (95540). L'inspection a été annoncée le 28/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluri-annuel de contrôle de l'unité départementale.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MULTIMETAL
- 20, Route de Sognolles - la Bonneville BP 70038 95540 MERY-SUR-OISE
- Code AIOT : 0006505861
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MULTIMETAL exerce à Méry-sur-Oise une activité de tri de déchets de métaux et de démolition/dépollution de véhicules hors d'usage (VHU).

Le site est localisé dans la zone industrielle des Bosquets, bordée par la route de Sognolles, le chemin de Pontoise et le chemin rural du Bosquet. L'ensemble est bordé par la route départementale n° 44 et, au-delà, par des champs. Les premières habitations sont situées à une vingtaine de mètres au nord du site.

L'exploitation du site est encadrée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 février 2021.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Nature des installations et volumes autorisés, déchets admis et déchets non-admis, état des stocks indiquant la nature et la quantité des déchets présents sur le site, registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets dangereux, déclaration GEREP, moyens de lutte contre l'incendie, plan des réseaux d'eaux et plan des égouts à jour, conformité des rejets aqueux, rétentions et confinement des eaux d'extinction, etc.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'installation est tenue dans un état de propreté et d'organisation satisfaisant. Le personnel est

réactif et à l'écoute de l'inspection. Cette installation est gérée conformément à la réglementation en vigueur. Toutefois, l'exploitant doit veiller à ne pas dépasser certains volumes de déchets tels que les déchets d'équipements électriques ou électroniques, auquel cas, il devra déposer un dossier de porter à connaissance auprès de l'autorité préfectorale aux fins de réactualiser le classement de son établissement. Il doit également veiller à ce que l'ensemble des parties extérieures soient parfaitement étanches afin de remplir pleinement leurs fonctions de rétention des eaux susceptibles d'être polluées, telles que les eaux d'extinction d'un incendie ou les eaux de lavage des surfaces.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	AP Complémentaire du 22/02/2021, article 4.4.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 22/02/2021, article 8.5.2	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature des installations	AP Complémentaire du 22/02/2021, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
3	Collecte des effluents liquides	AP Complémentaire du 22/02/2021, article 4.2.2	/	Sans objet
5	Déchets produits	AP Complémentaire du 22/02/2021, article 5.1.8.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Déchets produits	AP Complémentaire du 22/02/2021, article 5.1.8.2	/	Sans objet
8	Conditions particulières applicables à certains établissements	AP Complémentaire du 22/02/2021, article 9.2	/	Sans objet
9	Déchets d'équipements électriques et électroniques	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les enjeux principaux concernant ce type d'installation sont la traçabilité et la qualité des déchets traités, les dispositions prises en matière de lutte contre les incendies et la préservation des eaux de surface.

L'installation est tenue dans un état de propreté et d'organisation satisfaisant. Deux non-conformités ont été constatées au cours de la visite, ainsi qu'une observation.

### 2-4) Fiches de constats

<b>N° 1 : Nature des installations</b>					
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/02/2021, article 1.2.1					
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature					
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet					
<b>Prescription contrôlée :</b> Nature et volumes autorisés					
<p><b>Constats :</b> Les VHU traités sont de moins en moins nombreux sur le site, la société préférant se centrer sur le transit, le regroupement ou le tri des métaux. À titre de comparaison, et au vu du registre des VHU présenté en séance, le nombre de véhicules à dépolluer se monte à environ une dizaine par mois, pour 570 véhicules autorisés par an. Les VHU traités sont évacués au sein de la société DERICHEBOURG. L'exploitant devra toutefois prendre garde à ne pas dépasser le volume de batteries autorisé (25 tonnes au total).</p> <p>Rappel :</p>					
Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2710	1 – a	A	<b>Collecte de déchets apportés par le producteur initial.</b> 1. Collecte de déchets dangereux La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a). Supérieure ou égale à 7 t	25 t de batteries apportées par le producteur initial	25 t
2710	2 – a	E	<b>Collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial.</b> 2. Collecte de déchets non dangereux Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale 300 m <sup>3</sup>	1000 m <sup>3</sup> de ferrailles et déchets métalliques apportés par le producteur initial	1 000 m <sup>3</sup>
2712	1 – b	E	<b>Stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage.</b> b) Supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 30 000 m <sup>2</sup>		350 m <sup>2</sup>
2713	1	E	<b>Transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux.</b> La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup>		2 400 m <sup>2</sup>
2791	2	DC	<b>Traitement de déchet non dangereux.</b> La quantité de déchets traités étant : 2. Inférieure à 10 t/j	Découpe des métaux au chalumeau	3 t/j
<p>Les estimations des quantités stockées et observées pendant la visite du site sont conformes aux volumes et masses prescrits dans l'arrêté préfectoral.</p>					

*Reportage photographique effectué lors du tour du site*

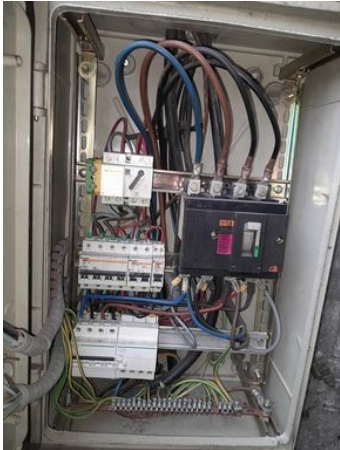


**La prescription contrôlée est respectée**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



<b>N° 2 : Dispositions constructives</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;</li> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.</li> </ul> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p> <p><b>Constats :</b> Les plans d'intervention des services de secours ont été présentés à l'équipe d'inspection et sont à jour. Les extincteurs sont répartis au sein de l'installation, et leur vérification a été réalisée par ECO SECURITE INCENDIE en juin 2022, tant pour les véhicules de la société que pour les extincteurs de l'installation à poste fixe. Les BAES ont été vérifiés par la même société le 21 octobre 2022.</p>

<p>Les installations électriques ont été vérifiées par Bureau VERITAS le 23 janvier 2023, la veille de l'inspection. L'exploitant a transmis le rapport de contrôle s'y rapportant par courriel le 30 janvier. Il est notamment fait mention de présence de poussière pouvant être de nature à provoquer un incident dans les armoires électriques. Ce point a été constaté de visu lors du tour de site, et l'armoire ouverte par l'exploitant à la demande de l'inspection présentait un état de propreté relativement satisfaisant (cf photo ci-dessus).</p> <p>Cependant, Bureau VERITAS note qu'il n'a pu accéder au poste de transformation. De plus, du fait des impératifs d'exploitation de l'exploitant, Bureau VERITAS précise qu'il n'a pu effectuer la mise hors tension que sur une partie des installations en basse tension, en concluant que les dispositifs différentiels résiduels n'ont donc été testés que partiellement. Enfin, le rapport de contrôle pointe quelques anomalies qu'il conviendra de corriger avant la prochaine inspection.</p> <p><b>Observation :</b> Il convient que l'exploitant procède à la correction des anomalies pointées par Bureau VERITAS dans les meilleurs délais, et en tout état de cause avant la prochaine visite d'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 3 : Collecte des effluents liquides</b>
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/02/2021, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <p>l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</p> <p>les secteurs collectés et les réseaux associés</p> <p>les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</p> <p>les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</p> <p><b>Constats :</b> Les plans des réseaux d'eaux et des égouts ont été présentés à l'inspection. Ceux-ci font apparaître les différents ouvrages de protection et de traitement des eaux (cuve aérienne de rétention d'une capacité de 100 m<sup>3</sup>, séparateur lamellaire, puis débourbeur/décanteur). Ces équipements font l'objet d'un entretien régulier (le dernier en date a été effectué par la société BUTIN puis évacué le 7 décembre 2022 par la société SITREM). Le bordereau de suivi des déchets associé a été présenté à l'équipe d'inspection.</p>
<p style="text-align: center;"><b><i>Bassin de rétention et déchanteur lamellaire de l'installation</i></b></p> <div style="display: flex; justify-content: space-around;">   </div>
<b>La prescription contrôlée est respectée</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet




<b>N° 4 : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets</b>
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/02/2021, article 4.4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformité des rejets aqueux
<p><b>Constats :</b> L'installation ne produit pas d'eaux de process, et comporte un point de rejet, dans lequel convergent les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ainsi que les eaux de toitures. Les derniers résultats d'analyses, pour lesquels les prélèvements ont été effectués par le laboratoire CERECO (accrédité COFRAC) le 23 juin 2022 et analysés le 1er juillet suivant, n'ont donné lieu à aucune non-conformité d'après les conclusions du rapport. <b>Cependant, à la lecture de ce rapport, l'inspection note un dépassement des VLE pour les hydrocarbures totaux (7,7 mg pour 5 mg autorisés), et l'absence de recherches sur plusieurs paramètres (nickel, plomb, fluor, indices phénols et cyanures libres notamment).</b></p> <p><b>Il s'agit d'une non-conformité.</b></p> <p><b>L'exploitant doit impérativement faire analyser les prélèvements sur la totalité des paramètres visés à l'article 4.4.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 février 2021 pour les prochaines analyses, qui devront être effectuées dans un délai n'excédant pas trois mois, et dont les résultats devront être transmis à l'inspection.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

<b>N° 5 : Déchets produits</b>
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/02/2021, article 5.1.8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Conformément aux dispositions des articles R 541-42 à R 541-48 du code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets dangereux établi conformément aux dispositions nationales et contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes : la date de l'expédition du déchet ;  la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;  la quantité du déchet sortant ;  le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;  le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;  le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;  le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;  le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;  la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant utilise le logiciel "trackdéchets", et tient en parallèle un registre dans lequel sont consignés les items pointés dans l'article précité.</p> <p><b>La prescription contrôlée est respectée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 6 : Déchets produits</b>
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/02/2021, article 5.1.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant effectue ses déclarations sur l'application "GEREP", conformément aux dispositions définies par l'article précité. L'inspection a validé les déclarations de l'exploitant pour l'année 2021, la déclaration au titre de l'année 2022 étant en cours de finalisation.</p> <p><b>La prescription contrôlée est respectée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 7 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles</b>
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/02/2021, article 8.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions et confinement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Titres I, II, III, IV et V de l'article précité
<p><b>Constats :</b> Lors du tour du site, l'inspection a pu constater que les fluides concernés, issus des dépollutions opérées sur site ou nécessaires au fonctionnement de l'installation, étaient stockés sur rétention, dans des locaux aux sols étanches et à l'abri des intempéries.</p> <p>Les éventuelles eaux d'extinctions doivent pouvoir être confinées grâce aux vannes d'isolement sur l'ensemble de l'installation (bitumée et/ou bétonnée pour les parties extérieures) pour retrait en tant que déchets et évacués comme tels vers une filière agréée, ou rejetées après analyses et sous réserve du respect des valeurs limites définies à l'article 4.4.3.1 de l'arrêté du 22 février 2021 précité, via le bassin de rétention avant passage par le décanteur lamellaire.</p>

<p>Cependant, lors du tour du site, l'équipe d'inspection a constaté que certaines parties de la dalle extérieure étaient endommagées (trous ou fissures importantes, cf photos ci-dessus) et donc, susceptibles de ne pas remplir ses fonctions d'étanchéité telles que définies par l'article précité.</p> <p>Il s'agit d'une non-conformité : L'exploitant doit procéder à la réparation des parties de la dalle extérieure de manière à garantir son étanchéité, et ceci dans un délai n'excédant pas 6 mois. Le rapport d'intervention sera transmis à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

<b>N° 8 : Conditions particulières applicables à certains établissements</b>
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/02/2021, article 9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quantités autorisées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des stocks indiquant la nature et la quantité des déchets présents sur le site. Cet inventaire est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le registre des déchets présents le jour de l'inspection, au cours duquel le tonnage de batteries se montait à 14,79 tonnes pour 25 t autorisés (cf photo ci-dessous). La capacité totale autorisée du site en ferrailles et métaux divers n'était pas atteinte (tandis que les VHU n'étaient qu'au nombre de trois, loin d'occuper les 350 m<sup>3</sup> dédiés à cette activité).</p>

<b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 9 : Déchets d'équipements électriques et électroniques</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rubrique de la nomenclature
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup></li> <li>2. Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup></li> </ol> <p><b>Constats :</b> Lors du tour du site, il a été constaté la présence de deux bennes contenant des cartes électroniques et autres déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Si la quantité estimée n'atteint pas le seuil de la déclaration (moins de 100 m<sup>3</sup>), l'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour toujours respecter ce seuil, et que ces déchets considérés comme dangereux soient évacués vers une filière adaptée. Toutefois, si l'exploitant estime que ces déchets sont appelés à être amenés de manière récurrente et en quantité supérieure au seuil déclaratif, il lui appartiendra de porter à la connaissance de Monsieur le préfet du Val-d'Oise une demande d'ajout à l'arrêté préfectoral régissant les activités de son installation, en y ajoutant la rubrique 2711.</p>

<b>La prescription contrôlée est respectée</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet